

Compte-rendu de l'ouvrage de Romain Pasquier "Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France"

Alain Faure

▶ **To cite this version:**

Alain Faure. Compte-rendu de l'ouvrage de Romain Pasquier "Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France". Revue Française de Science Politique, 2013, 63 (3-4), pp.709-710. halshs-00874451

HAL Id: halshs-00874451
https://shs.hal.science/halshs-00874451

Submitted on 17 Oct 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

nombre des électeurs inscrits à fin de comparaison) et sur la nature concentrée ou diffuse des relations d'autorité, c'est-à-dire les « règles et pratiques par lesquelles les partis prennent des décisions importantes incluant la stratégie générale, le programme et la sélection des *leaders* » (p. 175-176). À cet égard, les schémas de ces relations d'autorité, de l'aveu même de l'auteur, s'appuient sur ses « estimations et meilleure appréciation » qui limitent son effort à des visées simplement « heuristiques » (n. 2, p. 199). Au passage, le choix d'inclure le Parti des démocrates de gauche et ses succédanés dans la comparaison avec le PCF et le PCE pourra ici être discuté compte tenu de la distance qu'il a prise avec le référent communiste au début des années 1990 (p. 190). Globalement, l'auteur constate que les partis se configurent comme des organisations à la fois moins hiérarchiques et, à l'exception du PSOE, moins attractives. Le second de ces chapitres porte sur la question des alliances interpartisanes et avec les organisations syndicales dont les vicissitudes sont à nouveau résumées. La conclusion propose de ramasser la réflexion dans une perspective sud-européenne étendue au Portugal et à la Grèce.

Il ressort de la lecture de l'ouvrage une impression contrastée. En effet, le travail de W. Rand Smith pourra susciter des frustrations à un certain nombre d'égards parmi lesquels une exploration empirique très largement limitée (contrainte ?) à une reprise peu critique de la littérature antérieure et qui n'apprendra guère aux connaisseurs des pays en question ; un choix théorique plaçant au centre d'une argumentation en conséquence parfois tautologique cette notion de conjoncture critique dont la plus-value analytique apparaît moindre comparée à ce qu'elle permet dans la mise en forme du récit historique ; un raisonnement comparatif qui laisse une place très importante à la juxtaposition des études de cas ; enfin, une délimitation de l'objet d'étude cantonnée aux relations entre socialistes et communistes dont on peut se demander si, compte tenu de l'arc temporel choisi, elle pouvait analytiquement faire l'économie de la prise en compte des autres familles de la gauche (gauche de la gauche, écologistes) qui ont aussi pesé dans les interactions dont les partis étudiés ont été les protagonistes. Ceci étant signalé, ces limites réelles invitent à définir de manière plus réaliste que les éloges de quatrième de couverture ce qui constitue l'apport de la recherche : le livre offrira indéniablement au lecteur anglophone une reconstitution claire, informative, dépourvue de sophistication excessive de ce qui relève finalement d'une histoire contemporaine des forces politiques présentant l'intérêt certain de faciliter une mise en comparaison sud-européenne tout à fait bienvenue.

Christophe Roux –
Université de Nice, ERMES

Pasquier (Romain) – *Le pouvoir régional. Mobilisations, décentralisation et gouvernance en France.* – Paris, Presses de Sciences Po, 2012 (Gouvernance). 376 p.

Pas facile de présenter un ouvrage aussi dense en quelques paragraphes ! Romain Pasquier l'a écrit au terme de dix ans de recherches et de collaborations scientifiques entièrement consacrées à l'étude du « fait régional » en France. Le résultat est un projet intellectuel ambitieux, à la fois documenté, référencé et problématisé. Le politiste a fait le choix convaincant d'un plan en trois parties présentant la région successivement comme espace de mobilisation, espace fonctionnel et espace de gouvernance. À chaque partie, une citation placée en exergue donne le ton du propos. La première citation (p. 45) est tirée du témoignage de Mona Ozouf sur son *Enfance bretonne*. Elle annonce une plongée historique dans un « vieux pays différencié » où le sentiment d'appartenance régionale est à la fois « banal » (chapitre 1) et « identitaire » (chapitre 2). La deuxième citation (p. 115) est extraite d'une déclaration de Charles de Gaulle en mars 1968 sur « l'équilibre nouveau » du pays. Elle suggère le dépassement de la question historique de « l'unité malgré les divergences des provinces » en présentant le poids des régions dans les champs décisifs de la « justice territoriale » (chapitre 3) et des réformes de l'État (chapitre 4). Enfin, le troisième exergue (p. 227) rappelle un diagnostic d'Alexis de Tocqueville sur les « lois et habitudes politiques de l'Ancien Régime » qui ressurgissent après un long cheminement souterrain. Cette dernière citation introduit une réflexion sur le dynamisme contemporain des espaces régionaux au double éclairage de la « gouvernance européenne » (chapitre 5) et de la « gouvernance territoriale » (chapitre 6). La conclusion générale (p. 325) n'est pas introduite par une citation mais R. Pasquier fait une allusion à un penseur illustre

en défendant pour hypothèse finale que les régions, « espace flous et malléables », constituent un « fait social total ».

L'ensemble de la démonstration est rédigé dans un style alerte, avec une très grande variété de points de vue, des exemples, de nombreux tableaux qui récapitulent ou illustrent les analyses, et les spécialistes de la régionalisation et de la gouvernance sont abondamment mobilisés et discutés. Bref, c'est une somme sur la question régionale en France, un document robuste et rigoureux qui entrera logiquement dans la bibliothèque des universités, des étudiants de Sciences Po et du cercle des observateurs avisés de la région, tant en France qu'à l'étranger (pour peu que l'ouvrage soit traduit en anglais).

Pour amorcer une discussion critique sur les résultats proposés, on pourrait plonger dans la matière historique des deux premières parties, car l'auteur propose en permanence des éclairages dialectiques stimulants sur la genèse régionale made in France. Le chapitre 1 décrit par exemple les étapes du « réveil culturel des provinces » au 19e siècle en questionnant les raisons d'un régionalisme qui n'est jamais devenu « nationalitaire » (contrairement aux pays voisins en Europe). Le chapitre 2 insiste sur les tâtonnements politiques et idéologiques sur une période (l'entre-deux-guerres) où le « projet républicain » a su canaliser les répertoires identitaires de l'autonomisme sans que ses initiateurs ne se résignent jamais. Le chapitre 3 décrypte le « courant modernisateur » des politiques régionales dans les champs du développement (avec les « régions économiques » de 1917), de l'aménagement (avec l'emblématique CELIB en 1950) et de la lutte contre les disparités (avec les Fonds Structurels Européen). Le chapitre 4 enfin focalise l'analyse sur les réformes de l'État (décentralisation/déconcentration, ressources/statuts) en montrant comment le processus d'institutionnalisation des espaces régionaux dessine les contours d'un véritable « janus politique et administratif ».

Toutes ces données synthétisent des connaissances éparses et alimentent une hypothèse générale qui constitue le cœur de la troisième partie et de la conclusion générale. Partant du constat que les espaces régionaux sont aujourd'hui le théâtre d'imbrications et d'interdépendances particulièrement intenses, R. Pasquier fait le diagnostic que la régionalisation dessine une « France différenciée » par le haut et par le bas. Les chapitres 5 et 6 empruntent cette voie analytique en détaillant successivement les modèles de la gouvernance européenne (à la fois normative et stratégique) et de la gouvernance territoriale (à la fois redistributive et concurrentielle). C'est sans doute à ce stade que l'ouvrage nourrit les controverses scientifiques (et parfois idéologiques) les plus prometteuses. Le politiste propose une batterie d'indicateurs et de paramètres du changement pour argumenter deux résultats : d'une part, une différenciation inégalitaire, au sens où certaines régions françaises « s'en tirent beaucoup mieux que d'autres », et d'autre part, un évidement de l'action publique coproduite qui fonctionnerait d'abord au profit de l'État tutélaire solidariste. Il faudrait tout un colloque pour discuter cette double proposition étayée en 350 pages sans masse grasse ni fioritures. On se contentera ici de lister les énigmes non résolues que cette grille de lecture met brillamment en équation. La plus socio-politique concerne la place des métropoles et des enjeux de *leadership* dans l'émergence des nouvelles coalitions d'intérêts mondialisées. La plus socio-historique concerne l'éloge d'une « exception française » dans ce qui apparaît pourtant (y compris pour l'auteur) comme un « jardin à l'anglaise » où la théorie des blocs de compétences est inapplicable et obsolète. La plus sociolinguistique enfin concerne la façon dont la « vision partagée » construite dans les régions françaises impacte les représentations politiques et les priorités d'action publique. Sur ce dernier point, on regrettera que l'auteur mobilise certes des sondages d'opinion mais sans prolonger l'analyse du côté des *cultural studies* et des *narrative policy*. Existe-t-il une façon de penser « identité politique » et de parler « politiques publiques » qui serait spécifiquement française, italienne ou allemande, bretonne, parisienne ou corse, urbaine, rurale ou méditerranéenne ?

Tout le mérite du chantier intellectuel ouvert par R. Pasquier est d'avoir explicitement centré les débats sur la double capacité des acteurs à produire des visions du territoire et à constituer des coalitions d'intérêts sur des enjeux de développement régional. Reste à savoir si l'alchimie du pouvoir et des mobilisations possède effectivement une regional *french touch*... Gageons que la jeune recherche en sciences sociales se saisisse de ce défi (et de cette question existentielle) dans une optique à la fois pluridisciplinaire et comparatiste internationale.

Alain Faure –
CNRS/Sciences Po Grenoble, PACTE